

• GUIDE PRATIQUE · RÉGLEMENTATION ANTI-BLANCHIMENT · 2026

AML6 : ce que ça change vraiment

Comprendre le paquet réglementaire 2024, anticiper les nouvelles obligations KYC/KYB et se préparer avant le 10 juillet 2027.

📖 6 chapitres

🕒 12 min de lecture

★ Édition 2026

Le paquet AML 2024 marque la fin d'une ère : celle où chaque État membre appliquait les règles anti-blanchiment à sa façon. Désormais, un corpus unique, une autorité supranationale et des sanctions harmonisées s'imposent à toutes les entités assujetties en Europe. Voici ce qu'il faut comprendre et ce qu'il faut faire avant le **10 juillet 2027**.

1 C'est quoi "AML6" ?

Le terme "AML6" est trompeur. Ce qu'on appelle ainsi est en réalité **un paquet de 3 textes distincts**, adoptés simultanément par l'Union européenne en juin 2024 et non une simple directive de plus.

❗ À NE PAS CONFONDRE

La directive pénale 2018/1673 (aussi appelée "6AMLD") portait uniquement sur la **criminalisation du blanchiment**. Le paquet AML 2024 est une refonte structurelle bien plus large, qui touche les obligations opérationnelles de toutes les entités assujetties.

Les 3 textes du paquet AML 2024

RÈGLEMENT AMLR

Les obligations KYC/KYB harmonisées

Directement applicable dans tous les États membres le même jour sans transposition nationale possible. C'est le cœur des nouvelles obligations opérationnelles.

DIRECTIVE AMLD6

Le cadre de supervision et les registres

Registres des bénéficiaires effectifs, cellules de renseignement financier, coordination entre superviseurs nationaux. À transposer dans chaque droit national.

RÈGLEMENT AMLA

Le nouveau gendarme européen

L'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment, basée à Francfort. Opérationnelle depuis juillet 2025, elle reprend au 1er janvier 2026 les mandats LCB-FT de l'ABE (EBA) et engagera sa supervision directe des acteurs les plus exposés à partir de 2028.

❗ **La Travel Rule (4ème texte)** : elle rend obligatoire la traçabilité de tous les transferts de crypto-actifs dans l'UE émetteur, récepteur, montant. Elle s'impose à tous les prestataires sur actifs numériques (PSAP/VASP) et complète le dispositif.

Les textes ont été publiés au Journal officiel de l'UE en juin 2024. La mise en application se déroule en plusieurs étapes, avec une date butoir absolue en 2027.

19 juin 2024

- **Publication au Journal officiel de l'UE**

Les 3 textes du paquet AML 2024 entrent officiellement en vigueur à leur publication.

1er juillet 2025

- **L'AMLA entre en fonction à Francfort**

L'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment est opérationnelle et commence ses travaux de standardisation.

1er janvier 2026

- **Transfert des mandats LCB-FT de l'ABE vers l'AMLA**

L'Autorité bancaire européenne (EBA) transfère officiellement l'ensemble de ses mandats anti-blanchiment à l'AMLA, qui publie son premier programme pluriannuel début 2026.

10 juillet 2027

- **Application obligatoire dans toute l'Europe**

Le règlement AMLR entre en vigueur simultanément dans tous les États membres. Date limite absolue pour la conformité aucune dérogation possible. La même année, l'AMLA finalise sa méthodologie et sélectionne les groupes financiers transfrontaliers les plus exposés.

2028

- **Début de la supervision directe par l'AMLA**

L'AMLA commence à superviser directement une quarantaine d'acteurs financiers à haut risque, en coordination avec les régulateurs nationaux (ACPR, AMF en France).

2029

- **Entrée en vigueur pour le football professionnel**

Les clubs et agents de joueurs intègrent le champ d'application, avec un délai supplémentaire pour adapter leurs processus.

 **Moins de 12 mois.** Le 10 juillet 2027 est une date légale, pas une recommandation. Toute entité non conforme à cette date s'expose immédiatement aux nouvelles sanctions.

Quatre transformations majeures structurent ce paquet réglementaire. Elles touchent à la fois les obligations des entités, les secteurs concernés et la gouvernance de la supervision à l'échelle européenne.



Règles KYC/KYB harmonisées en Europe

Fini les divergences entre États membres. Les obligations de vigilance, de contrôle interne et d'identification s'appliquent simultanément via le règlement même standard partout.



Un gendarme européen : l'AMLA

Basée à Francfort, opérationnelle depuis juillet 2025, l'AMLA a repris les mandats LCB-FT de l'ABE au 1er janvier 2026 et supervisera directement les acteurs les plus exposés dès 2028, en coordination avec les régulateurs nationaux.



Les crypto-actifs dans le droit commun

Les prestataires sur actifs numériques ont désormais les mêmes obligations KYC que les banques. La Travel Rule impose la traçabilité de chaque transfert dans toute l'UE.



De nouveaux secteurs assujettis

Le champ de la réglementation s'élargit à des secteurs non-financiers exposés aux risques de blanchiment, jusqu'alors peu ou pas réglementés.

Les nouveaux secteurs concernés

Bijoux & montres de luxe

Véhicules & voitures de prestige

Yachts & jets privés

Golden visa & résidence contre investissement

Football professionnel (dès 2029)



Plafond espèces : Un seuil européen de **10 000 €** est instauré pour les paiements en espèces entre entreprises. Au-delà, des contrôles obligatoires et une déclaration aux autorités sont requis.

La question centrale d'AML6 : **qui est vraiment derrière une entreprise ?** Le paquet renforce considérablement les exigences d'identification et de mise à jour des bénéficiaires effectifs.

Qui peut accéder aux registres ?

① ACCÈS ILLIMITÉ

Autorités compétentes et entités assujetties (banques, avocats, notaires, comptables...) conservent un accès illimité et sans justification aux registres des bénéficiaires effectifs dans toute l'Europe.

① **Journalistes et ONG** : Ils peuvent accéder aux registres s'ils démontrent un intérêt légitime avec des critères désormais harmonisés dans toute l'Europe. Plus de divergences entre États membres sur ce point.

BORIS : l'interconnexion européenne des registres

Les registres nationaux des bénéficiaires effectifs seront interconnectés via le système **BORIS** (Beneficial Ownership Registers Interconnection System). Les autorités et entités assujetties pourront effectuer des vérifications transfrontalières en temps réel.

☆ CE QUE ÇA IMPLIQUE

La vérification des bénéficiaires effectifs ne peut plus être un exercice ponctuel. Elle doit devenir **continue et traçable** : identification lors de l'entrée en relation, mise à jour régulière, documentation de chaque contrôle. C'est une transformation profonde des processus d'onboarding.

AML6 introduit des seuils de sanctions significativement plus élevés et harmonisés, pour les violations **graves, répétées ou systématiques** des obligations anti-blanchiment.

1 000 000 €

Amende minimale ou le double du profit tiré de la violation si supérieur

Pour les **institutions financières**, les sanctions peuvent atteindre un pourcentage significatif du chiffre d'affaires annuel bien au-delà du plancher d'un million d'euros.

Les 4 zones d'exposition principales

- Défaut d'identification ou de mise à jour des bénéficiaires effectifs
- Absence de vigilance renforcée sur un client ou une opération à risque élevé
- Non-déclaration d'une transaction suspecte auprès des autorités compétentes
- Non-respect de la Travel Rule sur les transferts de crypto-actifs

⚠ Ces sanctions viennent **s'ajouter** aux cadres nationaux existants. En France, l'ACPR et l'AMF peuvent déjà prononcer des sanctions importantes AML6 renforce leur arsenal sans le remplacer.

Le délai est court. Voici les cinq actions prioritaires à mener avant le 10 juillet 2027 pour sécuriser votre conformité.



Aligner vos politiques KYC/KYB sur les nouvelles exigences

Auditer vos procédures actuelles par rapport au règlement AMLR. Identifier les écarts et prioriser les chantiers de mise en conformité avant l'échéance.



Mettre à jour vos processus bénéficiaire effectif

Passer d'une vérification ponctuelle à une identification systématique, avec mise à jour régulière des bénéficiaires effectifs et piste d'audit complète pour chaque contrôle.



Intégrer la Travel Rule (si vous traitez des crypto-actifs)

Implémenter les mécanismes de collecte et de transmission des données d'identité sur chaque transfert de crypto-actifs dans l'UE.



Vérifier si votre secteur est nouvellement assujetti

Luxe, golden visa, intermédiaires résidence/citoyenneté : vérifier si votre activité entre dans le nouveau périmètre et quelles obligations s'appliquent concrètement.



Former vos équipes aux nouvelles obligations

Compliance, juridique, onboarding, risk : les changements touchent plusieurs métiers. Lancer les formations dès maintenant pour absorber la transformation dans les temps.

☆ CE QUI CHANGE FONDAMENTALEMENT

Moins de KYC "one shot", plus de traçabilité. Moins de déclaratif, plus d'intégration data. **Ceux qui industrialisent dès maintenant leur KYC/KYB, leur gestion des bénéficiaires effectifs et leur monitoring continu auront un double avantage : conformité sécurisée et réduction du coût opérationnel sur le long terme.**

Une conformité KYC/KYB prête pour AML6

Le paquet AML 2024 impose une conformité **continue, traçable et harmonisée** à l'échelle européenne. Meelo vous permet d'industrialiser cette conformité dès aujourd'hui sans alourdir vos équipes.



Vérification KYC en quelques secondes

IA + 400+ signaux, analyse comportementale et documentaire, score fraude instantané. Résultat en moins de 2 secondes.



Scoring de risque dynamique (EDD)

Conforme aux exigences de vigilance renforcée, mis à jour en continu selon le profil de risque évolutif de chaque client.



KYB & identification des bénéficiaires effectifs

Double scoring IA (entreprise + représentant), vérification et mise à jour continue des bénéficiaires effectifs en moins de 5 secondes.



Piste d'audit complète

Documentation automatique de chaque contrôle, traçabilité totale, export réglementaire prêt à l'emploi pour vos auditeurs.

• CONFORMITÉ • 2027

La transformation est structurelle. Le délai ne l'est pas.

Meelo vous permet d'industrialiser votre conformité KYC/KYB, votre gestion des bénéficiaires effectifs et votre monitoring continu pour être prêt avant le 10 juillet 2027.

Planifier une démo →